



74^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Point 25 de l'ordre du jour

Développement social **Social Development**

New York, le 1 octobre 2019

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La lutte contre les inégalités est un objectif ancré dans l'Agenda 2030. Les États représentés dans cette salle, la Suisse comprise, ont pris l'engagement de s'y consacrer. Les inégalités s'étant accentuées à travers le monde, tant entre les pays qu'en leur sein, cet objectif mérite toute notre attention.

En matière d'inégalités, il faudrait pouvoir mesurer les résultats accomplis dans le temps et dans l'espace. Or, nous ne disposons pas de tous les instruments statistiques pour le faire. Au plan national, tout d'abord, car l'appareil statistique d'un Etat à l'autre varie considérablement. Et au plan international également, comme l'a illustré un atelier conjoint organisé début avril à Genève par la Banque mondiale et l'ONU.

Les pistes dessinées par la Banque mondiale, le FMI et UN-DESA pour améliorer les données trouvent assez peu d'écho parmi les Etats membres. C'est évidemment dommage. Nous ne pouvons pas nous résigner à en savoir trop peu sur cet aspect si essentiel au bien-être des populations et à la justice sociale. La Suisse soutient de manière générale tous les efforts visant à promouvoir la disponibilité de statistiques comparables. C'est pourquoi elle accueillera le troisième Forum mondial des données de l'ONU en octobre 2020 à Berne.

Parallèlement, tout comme l'a souligné la Haute-Commissaire aux droits de l'homme, Madame Michelle Bachelet, les Etats en savent d'ores et déjà suffisamment pour s'attaquer aux inégalités. L'absence de statistiques suffisantes ne doit donc pas servir d'excuse pour se désintéresser de cet objectif. C'est

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

d'autant plus vrai que la question est largement documentée, y compris à l'ONU, et que nous connaissons ce qui peut approfondir ou au contraire résorber les inégalités. Un élément central consiste à mettre les personnes victimes des inégalités au centre du processus. Au final, le catalyseur du véritable changement est la capacité des pouvoirs publics à associer les personnes à la résolution des problèmes qui les concernent.

Monsieur le Président, je vous remercie de votre attention et vais maintenant passer la parole à la déléguée de la jeunesse.

Youthrep Alicia Joho:

Monsieur le Président,

Cette année, nous célébrons le centenaire de l'Organisation Internationale du Travail. Cela signifie cent ans d'engagement en faveur de la sécurité sociale - et donc de la paix, du progrès et de la prospérité. Bien qu'il y ait de nombreuses améliorations à saluer, nous sommes encore loin de nos ambitions sur le sujet. Les jeunes générations sont particulièrement touchées par un taux de chômage élevé dans le monde entier : Selon les statistiques de l'OIT, plus d'un jeune sur cinq se retrouve déscolarisé, sans emploi ni formation.

Le manque d'accès à l'éducation n'est pas seulement source de dépendance financière et de marginalisation sur le marché du travail, il entraîne également un isolement social. L'exclusion des jeunes rime aussi avec une perte de créativité, de progrès et d'innovation pour toute l'économie. Pour cette raison, l'accès universel à une éducation et à une formation de qualité est une priorité qui devrait être abordée par tous les Etats. C'est une tâche centrale pour les gouvernements de permettre aux jeunes la transition de la formation au monde du travail.

Le système de formation professionnelle suisse, et particulièrement son caractère « dual », aide à lutter contre le chômage des jeunes, puisque la formation théorique est complétée par l'expérience pratique dans les entreprises.

Une formation complète et diversifiée prend aussi en compte les aspects non formels et informels tels qu'acquis dans le cadre des activités extrascolaires ou du travail de jeunesse. Une telle démarche non seulement fortifie la cohésion sociale, mais permet également de relever les défis d'un marché du travail en pleine mutation technologique.

Pour terminer, l'éducation ne doit pas seulement être de qualité, elle doit aussi être inclusive. Toute forme de discrimination au cours de l'éducation réduit les opportunités, conduit à la perte de capital humain et augmente l'injustice et la tension sociale. L'investissement dans l'éducation et la formation et

dans la participation des jeunes contribue à endiguer l'instabilité politique, la violence et la pauvreté - cet investissement est essentiel pour le développement durable.

Nous devons donner aux jeunes l'occasion et les moyens de contribuer au changement auquel nous aspirons dans le monde.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr Chairman

The fight against inequality is one of the goals set forth in the 2030 Agenda. The states represented in this room, including Switzerland, have undertaken to work towards this goal. In view of the fact that inequality both within and among countries has been growing worldwide, it is a goal that deserves our utmost dedication.

To tackle inequality, we need to be able to measure the outcomes achieved over time in different parts of the world. Yet we don't have the full range of statistical instruments needed to do this, first of all at national level, because statistical systems vary considerably from one country to another. Statistical resources are also inadequate at international level, as a workshop hosted by the World Bank and the United Nations in Geneva in early April underscored.

The approaches put forward by the World Bank, the IMF and UN-DESA to improve statistical data have so far gained little traction among member states, which is clearly regrettable. We must not resign ourselves to remaining in the dark about how much progress is being made in different parts of the world in addressing inequality, because accurate statistical data is essential to ensuring social justice and the well-being of people around the world. Switzerland supports all efforts to make comparable statistics available. That is why we will be hosting the third UN World Data Forum in Bern in October 2020.

As the High Commissioner for Human Rights, Michelle Bachelet, has pointed out, governments are already sufficiently aware of the problem of inequality to start doing something about it. Gaps in inequality data should not be an excuse to turn a blind eye to this issue – all the more so as it is an issue that has been extensively documented, including by the United Nations, and we know what contributes to inequality and what can be done to reduce it. Putting the people affected by inequality at the centre of our efforts is crucial. Real change will ultimately be achieved through the ability of public authorities to involve people in solving problems that affect them.

Thank you, Mr Chairman, for your attention. I will now give the floor to the youth delegate.

Youth Rep Alicia Joho:

Mr Chairman

This year marks the 100th anniversary of the International Labour Organization – a hundred years of dedication to social security and by extension to peace, progress and prosperity. Although considerable progress has been made, much remains to be done. Young people are particularly hard hit by high unemployment worldwide: according to ILO statistics, more than one in five young people are not in education, employment, or training.

Young people without access to education not only end up financially dependent and excluded from the labour market but are also plunged into social isolation. Shunting young people aside hampers progress by depriving all sectors of the economy of their creativity and innovation. That is why all governments should make giving everyone access to high quality education and training a priority. Helping young people to successfully navigate the transition from education to the labour market is a fundamental task all governments must take up.

The Swiss vocational education and training system, combining theoretical training with practical work experience, has proven its effectiveness in tackling youth unemployment.

This comprehensive vocational education and training system also takes account of non-formal and informal learning gained, for example, through extracurricular activities or youth work. It's an approach that not only strengthens social cohesion but also meets the needs of labour markets undergoing rapid technological change.

In closing, let me say that education must not only be of high quality; it must also be inclusive. Discrimination of any kind in school or training reduces opportunities, results in lost human capital and leads to more injustice and social tension. Investing in education and training and in young people's participation helps to reduce political instability, violence and poverty. This investment is also essential for sustainable development.

We must give young people the opportunities and means to contribute to the positive change we seek in the world.

Thank you, Mr Chairman.